

L'alternative à la droite ne doit pas être l'extrême droite

vendredi 17 février 2006, par [Ismet Berkan](#), [Marillac](#)

© **Turquie Européenne 17/02/2006 pour la traduction**

© **Radikal - 15/02/2006**

Rédacteur en chef de Radikal et homme de gauche, İsmet Berkan profite de la publication de sondages d'opinion par ses confrères de Vatan pour dresser un tableau de la scène politique turque. De quoi perdre le nord, entre des « islamistes » libéraux, apôtres de la démocratisation et des privatisations et une gauche « laïque » qui se confine elle-même dans une posture d'opposition systématique et conservatrice.

La solution à terme : la construction d'une véritable force d'alternance capable d'éviter le scénario cauchemardesque d'une droite seulement contrée par un débordement de ses extrêmes.

© Radikal, le 15/02/2006

Je ne sais pas si vous avez pris connaissance des enquêtes d'opinion publiées hier dans le journal **Vatan**. En ce qui me concerne je dois admettre avoir été surpris de découvrir que les intentions de vote accordées à l'AKP (*Parti de la Justice et du Développement, au pouvoir actuellement*) ne s'élevaient pas jusqu'à 50 % !

Regardez donc autour de vous : le parti au pouvoir en Turquie aujourd'hui est un parti qui brise toutes nos références. D'un côté il défend les libertés et la démocratisation, d'un autre il applique et poursuit une politique économique libérale ; il fait baisser l'inflation en prêtant une attention soutenue à la discipline budgétaire ; il s'assoie à la table des négociations qui mènent à l'adhésion à l'UE et enfin, son passé est celui d'un parti conservateur et religieux...

Et puis regardez encore autour de vous : face à ce gouvernement que trouve-t-on au titre d'opposition ? Une étrange coalition nationalo-gauchiste s'opposant à une pleine adhésion à l'UE, ne manquant pas une occasion de retourner toute sorte de démocratisation, et recourant à tous les moyens possibles et imaginables pour entraver par le droit ou par le fait les politiques économiques libérales qu'elle accable de tous les maux, à commencer par les privatisations. C'est-à-dire en fait une opposition qui n'a de son rôle que la conception selon laquelle loin de chercher à s'attacher le soutien de l'électorat, elle doit l'empêcher de voter pour le pouvoir en place.

Et puis jetons un coup d'œil à l'histoire : depuis le passage au multipartisme en Turquie, l'électeur a toujours voté positif. Pas négatif. Les votes sont toujours allés non à celui qui s'oppose mais à celui qui ouvre de nouveaux horizons, qui promet quelque chose. Dans ces conditions, le fait que l'AKP n'attire pas plus de monde est en soi surprenant.

* * *

Les sondages publiés hier par le journal Vatan viennent corroborer les études que je suis et que je tiens pour sérieuses depuis quelques temps. On pourrait résumer la situation politique de ce pays comme suit :

Dans le cadre des élections législatives, l'AKP connaît une hausse, même légère sans être en mesure de pouvoir dépasser le score réalisé aux dernières élections locales.

Le **CHP** (Parti Républicain du Peuple), principal parti d'opposition connaît une érosion de ses derniers scores électoraux. Il semble être assez loin des 20 % des dernières élections générales mais ne semble pas connaître de problème en ce qui concerne le barrage des 10 % (*en deça duquel un parti ne peut être représenté à l'assemblée nationale, ndlt*).

Le **MHP** (Parti de l'Action Nationaliste, extrême droite) et le **DYP** (Parti de la Juste Voie, centre-droit) évoluent dans les eaux du barrage. Ce ne serait pas une surprise de voir ces deux partis le dépasser ou rester en dessous de peu. Les autres partis ne s'approchent pas même du barrage.

* * *

La signification de ce tableau politique est très claire : la Turquie est toujours en quête d'une force d'opposition qui puisse prétendre un jour accéder au pouvoir. Et cette opposition requiert une opposition de gauche moderne. Parce que seule une force d'opposition de gauche sera en mesure, sans s'en prendre aux acquis en termes de libertés et de démocratisation, sans dévier de la voie européenne, de promettre du neuf au pays tout entier.

Le CHP et le MHP d'aujourd'hui n'ont rien de neuf à proposer à la Turquie. Et que c'est triste de constater combien personne dans la rue ne voit le CHP comme une force d'alternance. Et cela, jusqu'aux membres du CHP eux-mêmes qui ne considèrent pas leur parti comme capable de jouer un tel rôle...

Et le pire étant que l'alternative à la droite conservatrice de l'AKP commence à se préciser, particulièrement dans les médias, autour de la droite extrême du MHP.

Nous ne devons pas devenir un pays dans lequel l'alternance à la droite serait l'extrême droite.

© Radikal, le 15/02/2006